

MALIK SALEMKOUR,  
président de la LDH

# Démocratie et droits de l'Homme,

**N**ous assistons à une vaste mutation. La société est en train de redéfinir les formes de la démocratie, du rapport au politique, du rapport à la politique. Elle se durcit. Cela résulte largement de plus de vingt années de non-réponse aux mouvements sociaux. Elle perpétue voire aggrave les inégalités et les conditions d'exercice de la démocratie. Elle s'accompagne d'un dangereux rejet de la représentation démocratique et de l'instrumentalisation de haines identitaires.

Le bilan de la première année du mandat d'Emmanuel Macron s'inscrit dans ce contexte. Loin d'en contredire les tendances lourdes, il les exacerbe.

Un principe émerge : celui de la bonne gouvernance, d'une efficacité portée par des experts n'ayant pas de comptes à rendre à l'opinion et moins encore à la représentation nationale.

Les réformes menées au pas de charge dans la fonction publique, les entreprises publiques, à l'hôpital participent de cette conception des affaires publiques et subordonnent la délibération collective et l'intérêt général à une approche strictement gestionnaire.

Le débat public s'en trouve d'autant amoindri ; la négociation sociale, elle, se retrouve hors-jeu.

Le même esprit prévaut concernant la réforme de la Constitution et celle

de la justice. Sous couvert de rationalisation et de réduction des dépenses, on amoindrit le poids de la représentation populaire, on éloigne la justice des justiciables. A chaque problème qui surgit, que ce soit à l'université, à l'hôpital, dans les finances, cette logique oppose la myope rationalisation du privé, la logique froide des algorithmes, l'exaltation des « premiers de cordée »...

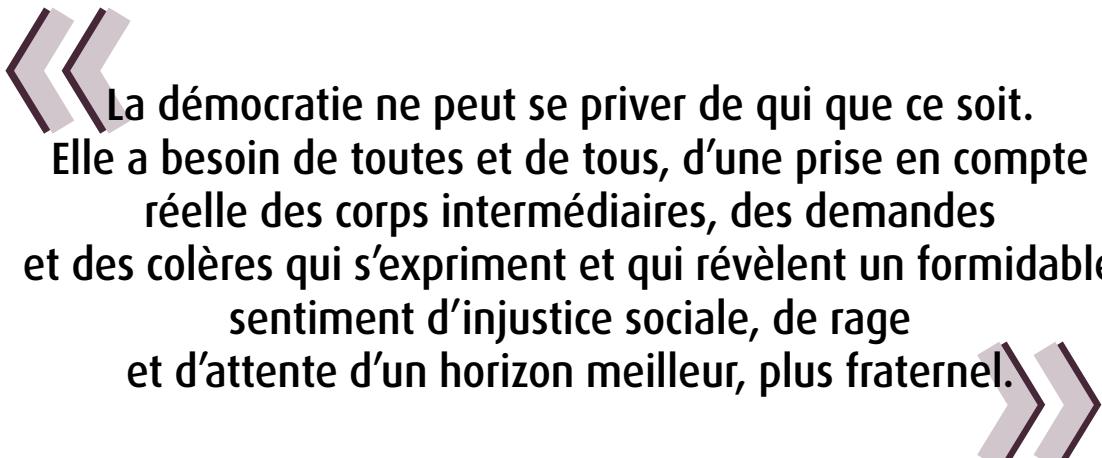
De la loi travail qui inverse la hiérarchie des normes au projet de loi Elan qui planifie la mise en vente des logements sociaux, une même mystique structure l'action présidentielle : celle d'un acteur libre dans un marché libre et tout puissant. Une mystique qui ignore superbement que les dés sont pipés.

Cette ignorance, qu'elle soit délibérée ou naïve, est au fondement d'une brutalisation dangereuse de la vie politique, sociale, démocratique.

La démocratie ne peut se réduire à l'application d'un programme annoncé qui ne pourrait être contesté qu'à la faveur d'une prochaine élection. Il est sain que les actes du pouvoir exécutif soient remis en cause. Quel que soit le gouvernement en place.

Le débat ne peut être balayé comme inutile. Il est indispensable pour affronter les défis portés aux territoires, au travail, à la justice fiscale, au logement, à la crise de

\* Cet éditorial reproduit la tribune de Malik Salemkour publiée sur Mediapart, le 19 juin dernier.



**La démocratie ne peut se priver de qui que ce soit.  
Elle a besoin de toutes et de tous, d'une prise en compte  
réelle des corps intermédiaires, des demandes  
et des colères qui s'expriment et qui révèlent un formidable  
sentiment d'injustice sociale, de rage  
et d'attente d'un horizon meilleur, plus fraternel.**

# un bien commun à construire\*

l'accueil des réfugiés, aux demandes de la jeunesse étudiante, aux enjeux d'un développement respectueux de l'humanité et de son avenir.

La démocratie ne peut se priver de qui que ce soit. Elle a besoin de toutes et de tous, d'une prise en compte réelle des corps intermédiaires, des demandes et des colères qui s'expriment. Qu'on les juge ou non légitimes, elles révèlent un formidable sentiment d'injustice sociale, d'inégalités, de rage et d'attente d'un horizon meilleur, plus fraternel.

Le choix du gouvernement de fermer la porte à la fraternité en même temps qu'aux migrants enfonce notre société dans un monde sombre, égoïste et dangereux. La loi sur l'immigration en est particulièrement illustrative. Sous couvert d'un humanisme de façade, elle nourrit les peurs d'une invasion en Europe et présente migrants et réfugiés comme un risque majeur. Ainsi, notre pays, côté cour, réclame un monde ouvert, tandis qu'il cultive, côté jardin, le pire des rejets : celui de la solidarité. L'avenir frappe à notre porte. C'est la pire façon d'y répondre, tant elle encourage les pulsions nationalistes, xénophobes, et, avec elles, leur lot de valeurs patriarcales, de discriminations, de haines et d'actes désespérés. Cela affecte toute notre communauté : Français et étrangers,

cela vise toutes celles et ceux qui osent, ici dire non, là incarner un refus.

Nous en sommes arrivés au point où la défense des droits, la prétention d'en bénéficier sont assimilés à une entrave aux libertés, pire encore, à une irresponsabilité. D'où des manifestations de répression policière et judiciaire démesurées et systématiques, au moindre signe de contestation.

Comment, dans ces conditions, opposer à la force, la force des droits ?

La réponse n'est pas écrite. Il n'est pas fatal qu'elle penche du côté de la démocratie. Il est d'autant plus urgent de la penser autour des droits, de droits universels rendant effectives l'égalité, la liberté et la fraternité.

L'affirmation de ces droits et valeurs n'est ni une utopie ni un programme. Elle permet à toutes et tous d'être, à égalité, les artisans d'un avenir mis en commun.

En 2010, la Ligue des droits de l'Homme lançait un appel citoyen « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits ». Elle appelait en 2013 à un renouveau de la démocratie et à la satisfaction des besoins sociaux. Ces exigences n'ont jamais été aussi urgentes. Il s'agit aujourd'hui de les mettre en œuvre. ●